

Classes prépas : la polémique rattrape Attal



SIPA PRESS

La suppression de quatre formations à Paris, dont une section hypokhâgne et une khâgne, soulève des critiques. Associations d'enseignants, syndicats, élèves et anciens élèves se sont mobilisés ces derniers jours contre « le plan d'ajustement » annoncé par le rectorat de Paris. L'argument de la « mixité sociale » ne convainc pas.

Page 5

La suppression de quatre formations à Paris, dont une section hypokhâgne et une khâgne, soulève des critiques. Et semble contredire l'ambition affichée du ministre d'« excellence »

La polémique sur les classes préparatoires rattrape Gabriel Attal

Mixité sociale

Associations d'enseignants, syndicats, élèves et anciens élèves se sont mobilisés ces derniers jours contre « le plan d'ajustement » annoncé par le rectorat de Paris. L'argument de la « mixité sociale » ne convainc pas.

Marie-Amélie Lombard-Latune

GABRIEL ATTAL A DEMANDÉ à sa conseillère sociale d'assister jeudi soir 14 décembre à la réunion prévue au rectorat de Paris. Une présence inédite, preuve que le sujet est suivi avec attention. Il contient, en effet, quelques « mots-clés » explosifs comme classes préparatoires, mixité sociale, élitisme. Et il vient percuter le discours du ministre Gabriel Attal, qui depuis son arrivée rue de Grenelle, vante l'excellence et le dépassement.

Début décembre, le rectorat a annoncé la fermeture de quatre classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) pour la rentrée 2024 à Paris, dont une hypokhâgne au lycée Lamar-tine et une khâgne au lycée Chaptal. Tout un symbole dans l'imaginaire collectif qui place

les prépas littéraires au Panthéon des formations, la voie royale pour l'Ecole normale supérieure, et voit dans leur suppression une volonté de casser les filières d'élite.

Aussitôt, la Conférence des classes préparatoires (qui réunit les enseignants) demande l'abandon du projet. Une intersyndicale (SNES-FSU, FO et CGT) appelle à manifester devant la Sorbonne. A la réunion du 14 décembre, chacun campe sur ses positions. La volonté d'augmenter la mixité sociale dans les CPGE est clairement affichée au rectorat de Paris qui veut « encourager cette diversité à moyens constants ». « Si le modèle des classes préparatoires est toujours valable, il peine à ouvrir son recrutement sur le plan social », y explique-t-on.

« **Surcapacités structurelles** ». A Paris, 66 % des étudiants sont issus de CSP + et 9 % de CSP défavorisées. D'où un net virage dans l'offre de formation. A la prochaine rentrée, deux classes s'ouvriront aux bacheliers professionnels, à Chaptal (8^e arrondissement) et Lemonnier (12^e), avec une année de remise à



niveau. Autre innovation, une classe préparatoire au professorat des écoles (pour les futurs instituteurs) est créée au lycée Henri IV. Un pas de plus vers « l'ouverture sociale » qu'ont déjà marqué la prise en compte de « l'indice de position sociale » pour l'affectation en lycée, ou, plus symboliquement, l'obligation faite à Henri IV et Louis-le-Grand de ne plus avoir un processus de sélection dérogatoire pour le recrutement de leurs élèves.

A l'appui de sa réforme, outre l'argument de la diversité, le rectorat insiste sur « les surcapacités structurelles » de Paris en CPGE. Elles sont 289 dans les lycées parisiens, soit environ 12 000 étudiants sur 80 000 au total en France (à Paris, 49 classes de prépa privées scolarisent en outre près de 2 000 élèves).

Un état des lieux qu'un des conseillers de l'exécutif, favorable à cette réforme, résume crûment : « Beaucoup de classes sont à moitié vides. Elles manquent d'attractivité. Même les CSP+ ne veulent plus y aller. Elles sont donc surencadrées par des profs payés deux fois plus qu'à l'université ! Jusqu'à 10 000 euros mensuels. C'est une caste, l'élite de l'élite. Il est temps de remobiliser les prépas parisiennes sur des projets différents ». D'autant, poursuit cette source au gouvernement, que « les jeunes générations changent dans leur rapport aux études, elles ne veulent plus se tuer à préparer des concours, elles cherchent du sens ».

Un discours à faire bondir lesdits profs qui pointent que deux des quatre classes fermées (dans les lycées Jacques-Decour et Pierre-Gilles-de-Gennes) accueillent environ 40% d'élèves boursiers. Ils défendent « une autre politique d'ouverture sociale, non purement comptable ». Porte-parole de la Conférence des classes préparatoires, lui-même enseignant au Lycée du Parc à Lyon, Denis Choimet déplore « un manque de cohérence de cette réforme à courte vue et au fort vernis social. Si l'on veut vraiment davantage de mixité, il faut aller chercher les lycéens, leur expliquer qu'ils peuvent faire de formidables études longues grâce aux classes préparatoires qui sont gratuites et dispensent un enseignement de haut niveau. Nous craignons un début de saignée dans le précieux modèle des prépas ». Un raisonnement partagé par le président du Snaic, Jean-Rémi Girard : « Les prépas n'ont pas à servir de correcteurs aux inégalités sociales. C'est au lycée, et même dès le primaire, qu'il faut y travailler », ajoutant avoir eu des « alertes » de droites de réforme dans d'autres académies

que Paris.

Bastions. Cette controverse ne fait pas les affaires du ministre Attal, qui axe sa politique autour de la hausse du niveau scolaire et du « choc des savoirs ». Le sujet des prépas parisiennes vient brouiller son message sur « l'excellence » et « l'exigence ». « C'est même en pleine contradiction avec l'objectif de rehausser les performances en mathématiques. Les classes préparatoires sont l'un des derniers bastions d'excellence dans un pays qui manque d'ingénieurs », juge Denis Choimet. Paris, dont le recteur Christophe Kerrero est un proche de Jean-Michel Blanquer, avait « engagé sa réflexion » avant la nomination de Gabriel Attal. Le ministère n'a pas pris de position officielle depuis la polémique.

Le sujet de la mixité sociale est inscrit à l'agenda du ministre pour début 2024. Mais il ne faut pas s'attendre à de « grandes déclarations incantatoires », comprend-on. Façon d'insister sur le fait que, pendant son court mandat, Pap Ndiaye n'était guère passé de la parole aux actes. L'actuel locataire de la rue de Grenelle préfère développer des mesures telles que les groupes de niveau au collège destinés à favoriser la réussite de tous. Il ne segmente pas ses discours pour les classes populaires et n'oublie jamais de citer « les classes moyennes ».

Au ministère, personne n'a oublié que c'est une tentative de réforme des classes prépas qui fit tomber Vincent Peillon en 2014.

@malombardX





SIPA PRESS

« Si le modèle des classes préparatoires est toujours valable, il peine à ouvrir son recrutement sur le plan social », affirme le **rectorat de Paris**.

